

PV de Réunion publique Ugi'Ring du 11 mars 2024 – La Léchère

A la demande du collectif "Action Citoyenne La Léchère", une réunion s'est tenue en Mairie de la Léchère le lundi 11 mars 2024 en présence :

-de 12 représentants du collectif citoyen, avec à distance en visio la participation de très nombreuses personnes

Des élus :

- [REDACTED] Président de l'Assemblée des Pays de Tarentaise Vanoise et Vice-président en charge de l'agriculture à la Région Auvergne Rhône Alpes
- [REDACTED] député et conseiller au département de la Savoie
- [REDACTED] sénatrice de la Savoie
- [REDACTED] conseillère départementale,
- [REDACTED] (maire de la commune de la Léchère), accompagné des maires délégués [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
- [REDACTED] Président de la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche et Maire de la commune de Grand Aigueblanche

-D'Ugi'Ring

[REDACTED] habitant d'Aigueblanche, retraité de Carbone Savoie.

J'avais beaucoup d'inquiétudes concernant le positionnement d'une usine Seveso seuil haut avec tous les risques d'explosion et autres qui se situe à moins de 6 km d'une autre usine, MSSA : 2 usines avec des risques énormes d'explosion, des bombes à retardement avec entre les 2 une commune qui s'appelle Aigueblanche, une autre qui s'appelle Grand Cœur, Petit Cœur et leur populations au milieu dont on ne s'occupe pas, pas de problème : « ils peuvent crever » Pardonnez-moi l'expression Et cela ne vous gêne pas Messieurs les élus ?

15'30

Je vais me permettre de répondre avant de laisser la parole aux élus. Je suis ingénieur Environnement en charge du dossier de demande d'autorisation d'exploiter en lien avec le cabinet EODD. Pour commencer à parler des risques d'explosion, il s'agit du risque en cas de contact d'eau avec le métal liquide. Ce risque résiduel identifié et évoqué sera sur un seul four de 20 tonnes.

Il faut avoir en tête que lors que l'exploitation du précédent exploitant il y avait 4 fours avec ce risque déjà identifié pour expliquer le contexte. Le risque d'explosion qui a été modélisé par rapport à ce four sort très peu du site. C'est sur la cartographie que l'on avait présenté lors de l'enquête publique. Ensuite vous avez évoqué le site de MSSA qui est classé Seveso seuil Haut si je ne me trompe pas, classé pour un risque chimique et pour lequel il y a peut-être aussi des risques d'explosion. Ces risques sont évalués par le biais d'études de dangers qui sont règlementées dans la manière de les mener. Quand le prestataire, ici EODD en l'occurrence, fait son étude de danger, il interroge la DREAL qui est la police de l'environnement qui suit tous les dossiers industriels qu'ils soient classés Seveso ou non, ou soumis à déclarations etc...Quand il a interrogé la DREAL sur d'éventuels effets dominos tant dans un sens que dans l'autre, la réponse a été non. Il n'y a pas de site à risque d'explosion qui pourrait engendrer des effets domino sur le site d'Ugi'Ring. C'est valable pour le site MSSA et la question a été aussi posée pour Tokai

Animateur	Vous confirmez donc que contrairement à l'exploitant précédant il n'y aura qu'un seul four et non 4 et qu'il sera beaucoup plus petit ?
██████████	Oui
██████████	Oui
Participant	Un seul four aujourd'hui mais demain ?
██████████	Dans le développement il pourrait y avoir un 2 ^{ème} procédé de fusion, c'est aujourd'hui la seule évolution qui est imaginée et projetée. Ce procédé de fusion ne serait pas plus gros que le 1 ^{er} .
Animateur	Les élus vont prendre note et se coordonner pour répondre à la fin si vous en êtes d'accord. Je donne la parole à Monsieur ██████████ vous êtes présent au nom des agriculteurs et de la chambre de l'agriculture Savoie Mont Blanc.
██████████	██████████ chambre de l'agriculture Savoie Mont Blanc et exploitant un peu plus haut dans la vallée, nous n'avons pas de revendication particulière, simplement quelques remarques et à priori par rapport au dossier. D'abord nous avons été contactés tardivement dans le dossier et c'est compliqué en 2 jours, nous n'avons pas lu les 1000 pages, pour pouvoir être réactifs et réagir sur ce dossier de l'usine. Nous ne le maîtrisons pas du tout et nous faisons pleinement confiance à nos élus qui ont suivi le dossier. Toutefois pour l'agriculture, nous savons que nous sommes les premiers touchés en cas de pollution d'ordre aérien qui se répandent sur les sols. Et cela nous inquiète quand même fortement. Une partie de la réponse a été donnée dans la question précédente. Nous souhaitons savoir comment nous allons pouvoir procéder à des contrôles par rapport aux déjections mises en œuvre. Y a-t-il réellement un budget pour cela ? Il y a certes la DREAL mais comment les collectivités et l'agriculture pourront suivre ces types de pollution et au cas où réagir ou faire réagir les personnes de droit afin de ne pas se trouver dans des situations compliquées telles que l'on a pu connaître par le passé sur le territoire ? On sait très bien que 30 ans de construction de filière peuvent être démolis en 15 jours par une pollution quelconque.
Animateur	Avant de répondre à cette question, une remarque du début qui m'interpelle, je comprends bien que l'enquête publique arrive un peu tard et que l'on ne peut pas lire autant de page en peu de jours mais ce dossier a 4 à 5 ans, que s'est-il passé sur ce délai ?
██████████ 21'48	Tout d'abord 2 étapes : j'ai évoqué que ce projet a été imaginé il y a 5 ans mais nous l'avons réfléchi en termes d'étude d'opportunités tels que intérêts marchés, procédés, modes opératoires ce qui nous a conduit les premières années à réfléchir à une implantation sur le site d'Ugine. Or lors de la phase d'avant-projet simplifié avec implantation sur Ugine, nous nous sommes rendu compte de l'insuffisance de moyens en terme de stockage et que les capacités énergies électrique et autres étaient insuffisantes pour recevoir ce projet. Nous avons donc regardé pour une implantation sur le site de Chateaufeuillet qui lui présentait les avantages de nos inconvénients à Ugine. Nous sommes donc très rapidement rentrés dans un avant-projet détaillé pour avoir tous les éléments permettant de construire ce projet et les donner aux autorités pour décider. J'ai fait une erreur, j'aurais dû communiquer beaucoup plus tôt sur le projet en tant que tel au niveau des riverains et des populations. Ce projet de recyclage de matière et de co-produits a fait l'objet de nombreuses discussions et d'échanges la première fois. Par contre nous n'avions pas certains éléments et nous les avons eu très très tard comme la partie avis de l'autorité environnementale. Nous n'avons eu ces informations qu'au mois de décembre et nous n'avons eu qu'en fin d'année le sujet complet avec les informations de la DREAL. C'est pour cela que nous sommes partis directement sur l'enquête

publique qu'après avoir eu des éléments solides. Notre erreur a été de ne pas avoir communiqué plus tôt sur le projet en tant que tel. Cela aurait évité certaines questions.

Animateur

Merci pour ce préambule, et la question de Monsieur [REDACTED] était : Qui fera le contrôle de l'air et de l'eau ? A quelle fréquence ? Et avec quel budget ?

[REDACTED] Je vais répondre sur la question de retombées, puis sur la surveillance des rejets dans l'air qui est un sujet qui revient beaucoup dans l'enquête publique.

Sur les rejets, il y a 2 types de contrôles :

- Il y a les contrôles au rejet avec des analyses en laboratoire
- Il y a un 2^{ème} type de surveillance, celle dans l'air qui est respiré, c'est in fine la plus importante. Sur Ugine, depuis des années nous avons l'habitude de nous rapprocher de l'association reconnue AirAtmo Auvergne Rhône Alpes sur laquelle vous pourrez vous renseigner. C'est une association indépendante qui a des financements publics et privés et qui en partenariat avec la DREAL, les industriels et les riverains discute et met en place cette surveillance qui peut être initiale comme dans ce projet ou sur du plus long terme. Cela consiste à mettre en place des appareils de mesures qui prélèvent l'air sur un temps déterminé ou en stations long terme, il en existe dans la région. Il peut y avoir également, avec ce type d'associations ou d'autres, des prélèvements dans le sol, sur les végétaux. A Ugine, par exemple nous faisons pousser des salades, nous pouvons également demander à des riverains leur accord pour prélever leurs végétaux.

26'20

De cette manière, nous nous assurons que tous les paramètres sont couverts et de ne pas attendre des décennies de pollution qui n'aurait pas été vue. C'est vraiment une surveillance complémentaire à celle qui est imposée dans la réglementation par arrêté préfectoral sur laquelle nous allons avoir un cadencement de contrôle à faire et d'autre de façon inopinée par la DREAL. C'est complémentaire et c'est un partenariat qu'il faut établir.

Je profite de l'occasion pour parler de notre volonté de construire aussi avec les riverains, une fois le site en exploitation ou juste avant, pour échanger sur ces questions-là. Il y a un comité de suivi qui est mis en place réglementairement. Dans notre culture, à Ugine aussi on le fait, nous avons une instance non officielle pour échanger sur ces sujets-là et rendre des informations sur la surveillance et les bilans que nous faisons.

Animateur

Merci. La parole est à [REDACTED] président du syndicat du Beaufort.

[REDACTED] Une remarque, j'ai été alerté très tard, samedi et le pavé de 1000 pages n'a pas été ma lecture du week-end. C'est peut-être dommage car cela amène à une suspicion que l'on chercherait à cacher quelque chose alors que le travail a certainement été fait très sérieusement. Ce manque de communication suscite des questions, des points à éclaircir et des éléments à ramener. Le Beaufort est un filière très sensible en terme d'image et de qualité, nous sommes sur du haut de gamme, des produits de qualité qui peut être mise à mal. Malheureusement dans la vallée d'à côté nous pensions être à l'abri, il y a eu le problème de la dioxine alors que l'on nous assurait que les contrôles étaient faits, avec des dégâts à plus de 100 millions d'Euros d'indemnisation et nous n'avons pas résolu à la sortie le problème de l'incinération puisque l'argent est parti ailleurs. Il y a donc cette inquiétude quant à la communication qu'il va falloir rattraper mais si je pense que nous ne sommes plus dans les mêmes époques et qu'aujourd'hui les choses sont bien mieux faites en amont car les scandales explosent réellement et les pollutions sont mieux surveillées. L'inquiétude est plutôt sur le long terme avec la pollution diffuse car on ne la mesure pas et dans le temps c'est la pire. Dans l'agriculture, même si parfois on nous accuse de polluer, nous sommes bien placés pour savoir que nous avons un système d'épuration au travers des animaux et du lait et notamment des matières grasses qui est parfait. Nous avons besoin d'informations et de rassurance par rapport au projet, non pas économiquement même si je sais que c'est important et que les élus se sont battus pour que ce

site soit repris. Il faut que nous ayons toutes ces assurances là et que nous soyons associés au plus près. Je n'ai pas de question spécifique, je viens surtout pour écouter.

Animateur

Si vous permettez, connaissons-nous la nature des fumées qui seront rejetées ? Y a-t-il des risques de retombées sur les pâturages des vaches produisant le lait du Beaufort et quels sont -ils ?

Il y a plusieurs éléments dans la réponse :

Les fumées c'est-à-dire ce qui sort essentiellement du four à savoir un mélange de gaz et de poussières sont épurées par traitement de ces émissions. Les rejets ne se font qu'ensuite.

32'04

Pour les évaluer, revenons sur l'étude de risques sanitaires, le cabinet EODD a regardé tous les polluants susceptibles d'être émis par Ugi'ring, cela va des métaux lourds jusqu'aux Carbone Organique Volatiles (« COV »). Nous regardons d'abord les valeurs limites réglementaires et ce qui se fait de mieux en termes de technologies, et celles que nous allons mettre en œuvre. Nous comparons ces 2 valeurs et nous regardons celles que l'on est sûrs d'atteindre et qui nous permettrons d'être bien en deçà de ces valeurs-là. Ce sont celles que vous retrouvez dans le dossier. Pour effectuer le travail, EODD considère que nous sommes toujours aux valeurs limites et fait des modélisations de cette manière-là. Ce qui est relativement pénalisant. Bien entendu, lors de la construction de nos procédés nous allons demander des performances bien inférieures aux limites. C'est vraiment ce que nous recherchons. Comme vous l'avez évoqué les technologies actuelles ne sont pas celles que nous avons connues avant.

Pour la dioxine, la région a en effet été marquée par la défaillance de l'incinérateur de Gilly, mais je fais la différence car Ugi'Ring ne fait pas de la combustion. Ce n'est pas le même procédé. Un incinérateur brûle le déchet ce qui génère de l'énergie. Pour UgiRing nous apportons de l'énergie pour fondre essentiellement les métaux.

Nous parlons de dioxine car dans les produits que nous allons fondre, il peut y avoir des traces de matières organiques telles que les huiles du laminage ou certains plastiques des piles qui pourraient former de la dioxine. Dans ces 2 cas nous avons mis en place une première étape de traitement qui ne sert pas uniquement à cela mais qui est efficace, c'est la post-combustion. Ce traitement reconnu consiste à finir de brûler toute molécule organique qui pourrait être à l'origine de dioxine. Ensuite le gaz et les fumées passeront dans un 1^{er} filtre qui permettra un abattement de poussières. Ensuite une 2^{ème} étape de traitement vient compléter celle de la post-combustion et dans laquelle on ajoute un réactif qui va nous permettre de constituer une 2^{ème} barrière pour un éventuel résiduel. Ce sont vraiment ces 2 traitements-là reconnus et maîtrisés dans les techniques de traitement de l'air qui vont garantir que les valeurs en dioxine seront bien en deçà des valeurs limites qui sont extrêmement extrêmement sévères. Aujourd'hui nous n'avons pas discuté de la surveillance des dioxines en particulier dans l'atmosphère mais je pense que ce sont des paramètres que nous pourrions proposer en surveillance.

36'05

Animateur

du cabinet EODD m'entendez-vous ? Souhaitez-vous compléter ?

Le propos était très bien, je souhaite juste compléter en disant que nous sommes sur des réglementations qui sont très exigeantes en termes de rejet sur ce type d'installations. Nous sommes soumis à des directives européennes transcrites en droit français avec notamment la directive IED qui a pour but d'identifier les meilleures techniques disponibles avec notamment des valeurs limites d'émission des différents polluants qui sont toujours très faibles et au fil du temps de plus en plus faible avec la montée en puissance des traitements que l'on peut mettre en place. Nous sommes partis sur des installations qui sont assez peu émissives et dans les études que l'on a fournies dans le cadre de la demande d'autorisation, on utilise plutôt des paramètres majorants pour couvrir toutes les situations possibles et ces éléments majorants montrent que nous sommes sur des niveaux tout à fait acceptables sans problématique particulière.

Animateur

Merci, Maintenant, Monsieur va prendre la parole.

Je voulais revenir sur l'étude de danger car j'ai lu une partie du dossier. Dans l'étude de danger vous parlez sur les explosions au niveau du four, au niveau du gaz mais le bât blesse en cas d'incident ou d'accident car le gros risque évoqué depuis tout à l'heure est la pollution mais vous avez des matières stockées dont 710 tonnes de piles qui ont des risques d'incendie, vous avez pallié cela dans le dossier en disant que les piles seront stockées à l'extérieur donc à tout vent.

Non.

On reviendra sur cela après, il y a donc un stockage de pile important avec un risque d'incendie. Il y a plusieurs choses sur le site qui ont un risque d'incendie. Une erreur humaine peut arriver aussi, malheureusement à Ugitech vous avez eu des soucis qui n'étaient pas prévus dans les études mais cela peut arriver aussi. Tout ce qui est incendie va forcément développer dans toute la vallée, se disperser partout et l'étude qui a été faite sur les explosions ne parle pas justement des incendies. C'est un point important pour moi. Nous nous sommes documentés un peu et un rapport du Sénat dit que les accidents c'est 46 % des incendies, 38 % des rejets dangereux et 5 % des explosions. Pour moi, à l'heure actuelle le plus gros risque c'est l'incendie des matières que vous avez sur stock.

Animateur

Merci pour la clarté de vos remarques, qui va répondre ? Je rajoute qu'en sera-t-il du stockage des piles au lithium ?

40'18

Pour répondre de manière générale sur l'incendie, sur les documents présentés lors de la réunion publique vous ne voyez pas de scénario incendie pour la simple et bonne raison que des incendies ont été pris en compte lors de l'étude mais dans l'étude de danger il n'y a pas d'incendie qui pourraient générer des effets hors du site. Je parle bien des effets thermiques, c'est la première partie de la réponse. Sur la partie incendie nous avons été accompagnés par un autre cabinet expert qui s'appelle Efectis qui fait partie des références dans les dossiers départementaux et même nationaux. Ce cabinet nous a aidé à définir les scénarios et les moyens d'extinction en cas d'incendie. Je confirme qu'il y a bien des scénarios d'incendie qui ont été évalués sur le site. Pour les piles, aujourd'hui dans les retours d'expériences qui sont dans la base ARIA, qui est une base nationale publique consultable, il n'y a pas de retour d'expérience d'incendie où les piles alcalines salines seraient à l'origine d'un départ de feu. Je ne dis pas qu'elles ne brûlent pas si on met le feu dessus mais je dis qu'elles ne sont pas à l'origine d'un départ de feu ce qui n'est pas le cas des piles lithium. Les piles seront bien stockées en intérieur et des moyens d'extinction de première intention seront bien prévus à proximité de ces stockages, comme des RIA et des moyens d'extinction secs pour d'autres types d'incendies qui pourraient être engendrés en raison du métal liquide notamment.

Pour rebondir sur la partie piles lithium, notre demande d'autorisation est sur la partie piles alcalines et salines dans notre projet nous recherchons à valoriser le manganèse qui se trouve à l'intérieur. Les piles lithium ne sont pas dans le scope du projet étant donné que nous avons demandé un arrêté préfectoral pour les piles alcalines salines nous ne traiterons pas pour les piles lithium. Le processus d'extraction du lithium sont totalement différents des nôtres : on parle d'hydrométallurgie, une extraction avec un procédé chimique pour concentrer le lithium et l'extraire. Ce n'est clairement pas dans le scope d'Ugi'Ring à court, moyen et long termes.

Je souhaite compléter ma réponse : au sujet d'un incendie, ce qui a été fait au niveau de l'étude de danger et ce qui a été demandé et sera une obligation pour Ugi'Ring c'est de déclarer en cas d'incendie quels seraient les substances qui pourraient être émises en cas d'incendie. Cette liste a été dressée dans le dossier. Et ce qui est demandé pour un site Seveso c'est de mettre les moyens d'analyse dans l'environnement qui seraient déployés en cas d'incendie : nous devons avoir un POI (Plan d'Opérations Internes) c'est-à-dire un document qui décrit l'organisation que doit mettre en place l'industriel en cas d'événement avec tout plein de scénarios prévus. Comme nous ne pouvons

44'10

pas tout prévoir, nous devons mettre des moyens pour des généralités telles que les incendies et la partie analytique des substances qui pourraient être émises lors d'un incendie font partie de la surveillance imposée par ce POI.

Animateur

Merci. Parole à Monsieur [REDACTED]

[REDACTED] Je suis originaire de la région mais cela fait longtemps que je ne suis plus ici. Mon travail était le vôtre c'est-à-dire monter, démonter des usines ou vendre des usines. J'ai été le patron de Sanofi en Espagne et je me suis occupé du projet de fusion entre Sanofi et Aventis pour la partie espagnole. J'ai une quarantaine de questions.

Animateur

Je vous propose de les leur envoyer par écrit et ils y répondront.

[REDACTED] Je ferai un petit bilan final y compris pour les élus : c'est simple on parle de limites : est-ce que les limites actuelles sont signe de non-pollution, il faut respecter les lois bien sûr. On parle d'analyses, il existe aujourd'hui des systèmes d'analyses 24h/24 et 365 jours/365, vous ne parlez pas de combustion mais il y a de la post combustion avec 4 étapes de filtration. Je ne suis pas professionnel, mon boulot était seulement de gérer des projets de ce style, on parle de beaucoup de choses qui ne sont pas égales à autre chose, filtration haute température mais quand les hautes températures ne sont pas maîtrisées, les systèmes de filtration ne peuvent pas supporter ces autres températures et dans ces cas-là il y a des rejets indirects. C'est ce qui arrivait continuellement avec l'usine de Chateaufeuillet ou il y avait des rejets le soir. En parlant de rejets, s'il y a un rejet important du projet c'est celui des habitants, on en vient à une autre question, celle de la souveraineté nationale, ce sont des beaux mots mais il faut être capable de le respecter. Aujourd'hui vous êtes une société suisse. Messieurs les élus êtes-vous capable à votre niveau de nous garantir une souveraineté nationale derrière ce projet ? Allez-vous rester français ou suisse ? Je vais terminer sur des mots utilisés et donc entendus : filtration assez peu nocive du Bureau EODD avec d'un autre côté des données techniques très précises. Je vais revenir sur un autre point, le gaz avec un projet d'hydrogène dans la région. Consommez-vous du gaz en plus de l'électricité ? On parle en même temps de production d'hydrogène sur le site d'Ugine. Il y aura là aussi une petite explication à donner, pas forcément aujourd'hui mais plus tard. Et le dernier point, les réductions de CO2 avec un acheminement très proche d'Ugine alors que le 1^{er} projet initial d'un four à Ugine était encore moins nocif car il n'y aurait pas eu de transport de camions. Cela va augmenter très fortement le flux routier. On parle de 13000 tonnes, cela en fait des camions sachant qu'un semi fait en moyen 20 tonnes. Par contre le projet final est à 45 000 tonnes mais si Ugine n'en produit que 13000 tonnes pourquoi n'ajoute-t-on pas le CO2 de ces piles ou produits venant d'ailleurs ou de Suisse ? Le dernier point pour faire un pot-pourri, votre groupe est en train de vendre 4 usines, quelles garanties avons-nous que cette usine non expérimentale mais qui reste quand même une première mondiale, la sémantique est importante, continuera à faire partie de la souveraineté nationale avec une société suisse qui vend 4 usines en France ? Ma toute dernière question sera simple, avez-vous d'autres alternatives au niveau du groupe, il s'agit d'un grand groupe. J'imagine qu'il y a eu d'autres études et d'autres solutions qui ont été proposées ?

Animateur

[REDACTED] pouvez-vous déjà répondre à la question de la post-combustion et des filtrations à haute températures ? Je reviendrai ensuite sur les questions de volumes, la consommation...

[REDACTED] Effectivement le paradoxe est l'appellation de cette technique de filtration car historiquement elle était utilisée pour les dioxines des incinérateurs mais je persiste et signe Ugi'Ring ne fait pas de combustion. Sur les températures, effectivement les filtres ne marchent plus au-delà d'une certaine température c'est même destructif ; nous ne l'avons pas évoqué en détail mais entre les différentes étapes de filtration nous faisons une récupération de chaleur. Nous récupérerons de la chaleur pour

sécher des produits sur le site et éviter de consommer du gaz. Le process de filtration est sous surveillance du début à la fin à l'aide de différents capteurs sur les différentes étapes du processus de filtration qui permettent de surveiller le process et nous aurons la possibilité d'aller jusqu' à l'arrêt de l'installation si nous avons un alerte de température trop élevée pour une raison ou une autre par exemple une panne sur l'échangeur. Toute l'installation sera sous supervision et le procédé de traitement sera piloté comme un outil à part entière, ce n'est pas une annexe ; Si les conditions de températures ne sont pas bonnes, et l'outil sera mis en sécurité et s'il le faut, le four sera arrêté.

55'21

Animateur

Je reprends les questions sur le poids-lourds et les volumes en jeu.

En effet les 13000 tonnes sont les volumes de co-produits à ramener d'Ugine et ce sont 30 km non prévus initialement. Pour autant dans le bilan carbone auquel nous nous engageons une fois le site mis en service, nous ne pouvons pas le faire avant car il faut des données réelles, pour autant nous pouvons avancer que malgré ce transport de 30 km qui vient s'ajouter le bilan carbone restera positif sur le bilan carbone global d'Ugi'Ring. C'est l'un des paramètres qui sera à améliorer sur ce projet-là. Par rapport au trafic routier, nous l'avons annoncé lors de la réunion publique, nous serons au maximum en fonctionnement entre 10 et 15 camions par jour mais pas 20 ou 30 comme vu dans des questions sur l'enquête publique.

Riverains

Quand les installations fonctionneront à plein régime avec des prétentions internationales, allez-vous avoir des matières ou produits qui vont venir d'au-delà du cercle national ou régional ? Par combien de camions en plus cela va-t-il se traduire ? La montée en charge de la production.

Animateur

Il y a 2 questions en une : la question du nombre de camions à terme et d'où viendront les autres co-produits non issus d'Ugine ?

C'est compris dans les 10 à 15 camions évoqués. Je ne sais pas répondre à aujourd'hui si d'autres produits ne viendront pas de France mais ils sont compris dans ces 10 à 15 camions. L'outil n'est dimensionné pas pour une ouverture beaucoup plus grande. Nous sommes très proche du dimensionnement final et des volumes finaux.

Aujourd'hui la zone d'acheminement des matières premières, comme présenté lors de l'enquête publique, est le territoire national et les pays limitrophes à la France.

Animateur

Je propose de rattacher les déroulé de Monsieur, il y avait une question sur les consommations d'énergie et la production d'hydrogène à Ugine ?

C'est juste une anecdote. Par contre, au niveau du transport, il y a les matières premières, les déchets... c'est 45000 tonnes qui se transforment en combien de camions ? Il y a aussi les fournisseurs etc... Il faut approfondir ce côté transports. Il y a des matières qui entrent, des matières qui ressortent. C'est trop simple de ne parler que des 45 000 tonnes de résidus.

Animateur

Combien y aura-t-il de camions entrants, de camions sortant et combien de salariés sur le site qui viendront avec leurs véhicules ? Si vous ne pouvez pas répondre maintenant, vous pourrez répondre dans quelques jours. Il ne faudrait pas donner un chiffre qui pourrait vous être reproché dans 15 jours.

1h00

Je confirme les volumes sur l'ordre de grandeur, 13 000 tonnes entrants dont 5000 tonnes de piles et ce qu'on appelle autour les matières secondes. Et dans vos 45 000 tonnes je pense que vous ajoutez les matières sortantes qui seront relivrées à Ugine, les laitiers etc. Je confirme les chiffres donnés.

Animateur	Monsieur évoquait la notion d'innovation et vous disiez que ce n'est pas si expérimental que cela. Quelle est la différence entre les 2 ?
██████████	Première mondiale.
██████████	<p>Dans les procédés qui vont être utilisés, nous associerons différents procédés qui sont déjà utilisés dans la sidérurgie. Si on coupe en 3 grandes étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La 1^{ère} sera la préparation du produit par un processus d'agglomération particulier qui est développé entre autres en Espagne. Nous avons fait des essais et il est en cours de développement en termes de méthodes d'agglomération des produits et ce qui est innovant c'est que cela permet de bien mélanger les produits pour avoir une meilleure qualité de ce qui sera enfourné. - Le four en tant que tel est commun à toutes les aciéries, il est seulement plus petit que ce qui peut se faire ailleurs, il va convertir ses oxydes en métal alors que sur les autres sites les aciéries fondent du métal pour faire du métal. C'est la réaction que nous allons faire et ce n'est pas de la combustion. - La 3^{ème} partie est tout ce qui est coulée : aujourd'hui les sidérurgistes classiques ont des méthodes de coulées classiques telles que lingots assez rares et coulées continue. Nous allons utiliser ce qui se fait pour les ferro-nickels à savoir de la granulation. Nous ferons un produit sous forme de gouttes ce qui permet de le transporter, transformer convoyer beaucoup plus facilement par rapport à des choses beaucoup plus grosses. On ne broie pas, on ne concasse pas mais tout est déjà sous le bon format. <p>Pourquoi c'est innovant : personne ne les a assemblés ensemble. De plus nous serons le 1^{er} groupe de production d'inox qui aura sa propre source de recyclage directement intégrée dans le groupe. Cela fait partie du côté innovant de la production d'inox en circularité.</p>
Animateur	Il n'y a pas de 1 ^{ère} mondiale
██████████	Si le fait d'être un sidérurgiste en économie circulaire. C'est un vrai point de différenciation pour les clients.
Animateur	Je reprends les questions de Monsieur, existait-il initialement un site alternatif à l'échelle du groupe international ?
██████████	A l'échelle du groupe international, non car nous cherchions une localisation plutôt locale. Nous avons réfléchi à 3 lieux d'implantation : à Ugine, au Cheylas et sur le site de Chateaufeuillet.
Animateur	Et dans la stratégie du groupe les notions de souveraineté ?
██████████ 1h04	Je peux communiquer sur ce qui est public : le groupe Swiss Steel est sur un recentrage stratégique avec à terme 3 entités cœurs de stratégie qui sont Ugitech, Steeltec et DEW d'où la volonté de se séparer de Finkl et d'Ascometal. Ugitech paie ses impôts, ses taxes et ses charges sociales en France. Ugi'Ring filiale d'Ugitech, paiera également tous ces éléments en France.
Animateur	Merci pour ces éléments de réponse. On revient à Madame ██████████
██████████	██████████ habitante à Pussy et écologue, j'ai lu les dossiers sur lesquels je suis à même d'avoir des questionnements, et j'ai lu dans l'étude environnementale, que l'on allait pomper dans la nappe phréatique 200 m3/jour et du coup je me pose la question du chiffre annoncé dans la presse qui était erroné. Est-ce 200m3/jour tous les jours ? Ensuite j'ai une autre question sur ce qui a été mis en avant par la MRAE : quand on fait une étude d'impact pour un dossier d'autorisation environnementale, on se doit de mettre en place une étude écologique qui mette en pratique les

protocoles standardisés et validés par la DREAL, et cela doit se faire sur 4 saisons, peu importe si le site est anthropisé ou pas. On doit mettre en œuvre ces inventaires. Or les inventaires ont été réalisés le 4 mai, ce n'est pas du tout la bonne période pour les oiseaux, les protocoles notamment pour les chants d'oiseaux n'ont pas été mis en place. Pourquoi n'avez-vous pas suivi ce que demande la DREAL alors que le diagnostic écologique est censé être complet pour que la DREAL puisse juridiquement dire qu'il n'y a d'espèce protégée menacée qui nécessite un dossier de destruction d'espèce protégée donc un dossier CNPN sur une base d'un diagnostic complet. Ce qui n'est pas le cas ici même pour le complément que vous avez fait pour les chauves-souris. Ce n'est pas suffisant pour tous les autres groupes d'espèces. C'est déconnecté des impacts qu'il y aura après-coup. C'est se garantir de ne pas avoir pris en compte que la bibliographie mais avons pris en compte le fait de dresser des inventaires complets. Pour ce qui est du bilan carbone, pour avoir fait des études d'impacts, la DREAL est maintenant encore plus avec les changements climatiques et émissions de gaz à effets de serre, on se doit de faire une étude carbone dans le dossier d'autorisation environnementale : je ne comprends pas pourquoi vous dites que cela ne peut se faire que lorsque l'on a des données réelles. Dans mes études d'impacts, je n'avais pas toujours les données réelles. Les projets c'est toujours du futur, nous sommes en phase d'instruction du projet. Cela me questionne sur pourquoi vous ne l'avez pas réalisé ? Pour le bruit c'est pareil, c'est une usine à haut seuil et il y a une école à 170 mètres : quand on fait une étude de bruit on part un état 0 qui ne doit pas être biaisé par d'éventuels travaux et il y a des simulations à faire ; On ne peut pas dire on met en pratique et il y a un fonctionnement et on verra comment cela se passe. Il y a des seuils et on respectera les seuils. Cela me paraît léger pour statuer et d'ailleurs la MRAE le souligne dans son avis, c'est un manque et elle vous demande de la fournir aussi bien pour cette étude de bruit que pour le bilan carbone. Si la MRAE vous le demande elle a une raison. Je me pose aussi la question, tout récemment une usine à Lyon qui mets en avant des polluants éternels qui ont eu des conséquences dramatiques sur certaines personnes et qui se retrouvent dans l'eau, j'imagine que cette usine Seveso seuil haut comme vous, a dû nous expliquer comme vous, qu'elle avait des seuils à respecter et qu'ils étaient drastiques et qu'il ne fallait pas les dépasser comme vous le faite très bien ici et pourtant on se retrouve aujourd'hui avec une pollution avérée avec des polluants éternels qui ne seront pas éliminés des gens ne pourrons plus manger leurs fruits et légumes à moins de 500 mètres de l'usine. Donc moi me dire que l'on respecte des seuils et ne vous inquiétez pas ce passera bien, je suis quand même sceptique. Vous avez beau suivre les seuils, il se passe quand même des choses et c'est une réalité qui se voit aujourd'hui. Nous avons de quoi, nous riverains, ne pas être sereins vis-à-vis de votre projet. Et cela peut s'entendre. Je finirai juste avec le fait que 2 cours d'eau traversent l'usine et ils sont ensuite reliés à l'Isère et on dit dans l'étude que s'il y a une inondation on ne pourra pas avoir la partie dans les bacs de décantation avant rejet dans l'Isère mais que vous mettrez en place ce qu'il faut pour gérer et que les risques sont faibles. Il y a eu récemment, l'année dernière une inondation pas si loin que cela qui a fait quand même de gros dégâts. Cela ne me paraît pas impossible que l'on ait d'autres inondations de nos torrents, comment traitez-vous cette possibilité sans dire uniquement que le risque est faible et que nous ne devrions pas avoir de soucis cela me laisse perplexe. J'attends que vous soyez en capacité de mettre en avant des mesures. Cela n'ira pas en s'arrangeant.

Animateur

J'ai pris des notes, on revient au début, quels volumes d'eau seront prélevés par Ugi'Ring ? Il y a eu une mésentente sur les chiffres.

Je pense que vous avez comparé le chiffre de 200 m³/jour aux 30 000 m³ par an en faisant 200x365 et cela fait bien plus que 30 000 m³.

Oui, je me suis posé la question.

Dans un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter le préfet fixe plusieurs limites : une annuelle, une journalière et une horaire. Nous serons typiquement, je crois, sur 10m³/h, 200 m³/jour et

30 000 m3/an maximum et nous devons respecter les 3 limites. Nous ne serons donc pas à 200m3/jour par contre, des fois nous en aurons besoin. C'est pour cela que nous avons fait la demande.

Animateur

2^{ème} question concernant la manière dont a été réalisée l'étude écologique et le protocole de la DREAL. Je rappelle que vous pouvez répondre par écrit dans quelques jours si vous n'êtes pas sûr de votre réponse.

J'ai des éléments de réponse mais souhaitez-vous répondre ?

Je peux donner quelques éléments et vous complétez. La première chose à garder en tête est que le code de l'environnement demande que l'étude d'impact soit proportionnée aux enjeux. Concernant le sujet de la biodiversité sur le site, c'est quelque chose de classique que l'on regarde systématiquement et nous avons une équipe de 20 à 25 écologues experts qui font cela tous les jours sur tous types de sites. Dans le cadre de leurs études ils ont mené cela de façon proportionnée aux enjeux identifiés sur le site.

On fait d'abord les inventaires et ensuite on identifie les enjeux. Ils peuvent être plus light car nous sommes sur un site anthropique et cela nous paraît moins propice aux espèces mais malgré tout on est quand même au moins censé mettre en oeuvre les protocoles standardisés par la DREAL. Je pense que vos écologues sont normalement au courant.

1h15

Nous avons eu cette discussion avec le service biodiversité de la DREAL AURA avant de démarrer le dossier et c'est avec eux que cette manière de procéder a été convenue. Compte tenu de l'histoire du site, il a été défini que le protocole proposé qui a été mis en oeuvre pouvait satisfaire. Pour autant la DREAL AURA a demandé le suivi écologique sur le site et je pense qu'il sera même intégré dans l'arrêté préfectoral signé par le préfet.

Animateur

Je propose qu'Ugi'Ring serve de relai entre le cabinet EODD et les demandes, nous ne sommes pas obligés d'avoir toutes les réponses ce soir. Concernant le bruit, 3^{ème} sujet évoqué, quels engagements ou quelles mesures avez-vous pris ?

Je commence la réponse et je laisserai EODD compléter sur la partie simulation. Effectivement la MRAE nous a demandé de refaire une mesure initiale car pour celle qui avait été faite, il y avait quelques engins qui travaillaient pour l'ancien exploitant. Je vous confirme que nous avons tenu compte de cet avis pour lequel nous nous étions engagés à le faire et nous avons fait la mesure au mois de février et là, il n'y avait aucune activité sur le site. Nous avons bien refait l'état 0 complet sur le site.

Cette pièce n'est pas au dossier.

Je vais voir avec la commissaire enquêtrice sur comment verser cette pièce au dossier. Je l'ai déjà envoyée à la DREAL mais je ne pense pas qu'elle ait encore eu le temps de la consulter.

Animateur

Pour compléter la question de Madame, cela fera quoi en termes de bruit ?

Aujourd'hui nous imposons des choses à nos fournisseurs sur des valeurs limites de bruit mais les simulations de bruits ne sont pas toujours simples et fiables à mettre en oeuvre. Nous avons consulté le cabinet EODD que je laisse compléter sur ce sujet-là.

EODD

En effet dans le cadre des études nous réalisons plusieurs modélisations et cette thématique acoustique est particulièrement complexe. Nous avons peu d'outils de modélisation qui demandent

des paramètres très fins que nous avons généralement plus de difficulté à obtenir contrairement à par exemple des polluants comme utilisés dans des études sanitaires et de dispersion. Ce qui veut dire que si nous ne parvenons pas à obtenir ces paramètres très fins et c'est le cas pour certains équipements pour lesquels nous n'avons pas encore des valeurs, nous n'arrivons pas à obtenir des résultats satisfaisants. Non pas que les résultats seraient mauvais ou au-dessus des seuils mais ils n'auraient pas vraiment de sens. Nous préférons ne pas montrer de résultats qui n'auraient pas de sens réel tant que nous ne sommes pas certains des caractéristiques.

████████ Du coup je ne comprends pas comment vous avez identifié l'impact via le bruit si vous n'êtes pas en capacité de dire comment cela fonctionnera en plein fonctionnement. Je comprends que cela puisse être complexe mais par exemple les projets en domaines skiables censé également faire ce genre d'études le font. Je ne sais pas si ce sont les mêmes modélisations mais pour les autres équipements c'est fait avec un état initial et un état de fonctionnement. Comment voulez-vous évaluer un impact sur la biodiversité par l'aspect bruit du projet si on ne sait pas vers quoi nous allons ? En tant qu'écologue, je suis incapable de mesurer l'impact d'un site si je n'ai pas les informations en termes de bruit. Je suis surprise que l'on ne puisse pas faire une modélisation alors qu'énormément de porteurs de projet font.

████████ Ce n'est pas le fait de ne pas pouvoir le faire, c'est plus la fiabilité de ce genre de modélisations dont on parle.

████████ Je propose que Monsieur ████████ qui n'est pas écologue pose la question à ces collègues demain et revienne ensuite vers vous afin de continuer le tour de table. Je continue sur les questions posées, qu'en est-il du risque d'inondation avec 2 cours d'eau qui traversent le site ?

████████ Lors de l'instruction du dossier, cette question a été évoquée avec le service risque de la DDT du Département qui nous a questionné sur notre capacité à respecter le PPRI c'est-à-dire le plan qui décrit nos obligations en termes de risque inondations et en particulier pour certaines zones proches du Nant de Nâves et du Nant de Merderel qui peuvent être soumis à des lames d'impact d'eau importantes à la fois sur les structures des bâtiments et sur les risques d'inondation. Suite à cet échange, le point relatif au risque inondation sur lequel nous travaillons est le stockage des produits. En effet si des polluants sont entraînés avec la crue d'un cours d'eau lors de l'inondation, le travail de prévention aurait alors échoué. Nous avons donc des mesures à prendre telles que montage de murets ou autres sur les zones de stockage potentiellement soumises au risque d'inondation afin d'éviter que l'eau n'aille dans ces zones-là. Nous avons eu des questions et donc apporté des réponses sur ces sujets-là. Elles ne figurent pas dans le dossier car il s'agissait de la partie instruction mais ces questions ont bien été prises en compte. S'il faut nous détaillerons cela dans les réponses.

████████ Pour rappel, les co-produits sont stockés dans des silos.

████████ Qu'en est-il des zones de décantations, elles ne sont pas fermées ? Que se passe-t-il en cas d'inondation ?

████████ Les stations de traitement d'eau sont effectivement faites pour traiter les premières eaux météoriques qui pourraient entraîner des particules suite à lessivage du sol. En cas de crue importante, aucune station d'épuration n'est capable de traiter des flux pareils. Dans une majeure parties des cas l'eau sera traitée. Sans prétention et il faut rester humble sur ces cas de figures, nous nous sommes basés sur l'ancien fonctionnement du site et le niveau d'empoussièrement, notre objectif est de faire mieux pour avoir moins à traiter et elles sont correctement dimensionnées pour le site.

Animateur

Dernière partie de la question sur les polluants éternels, ce site Seveso sera-t-il concerné ?

████████

██████████	Désolé mais je ne connais pas le dossier que vous évoquez. Les métaux sont des polluants éternels.
██████████	Je mettais juste en relation les seuils et le respect des règles mais l'entreprise dont je parlais avait répondu la même chose et aujourd'hui nous sommes face à des polluants éternels et les complications qui vont avec.
██████████	Je renvoie à la réponse faite précédemment sur la surveillance atmosphérique et du sol qui sera mise en place pour le site et les environs.
Animateur	Nous allons maintenant donner la parole à Mme ██████████
██████████	Comme vous l'avez précisé vous n'avez pas assez communiqué sur le projet et c'est bien dommage car il y a une inquiétude grandissante de la part des riverains mais aussi de nombreuses personnes. Vous pouvez consulter la pétition en ligne et vous verrez le nombre de personnes concernées par cette usine. J'ai été interpellée lors de la réunion à Petit Cœur avec les élus au cours de laquelle de nombreuses questions ont été posées sur ces problèmes sérieux par rapport à cette surveillance et aux contrôles et à aujourd'hui nous avons eu comme réponse de poser nos questions dans l'enquête publique. Comment peut-on avoir donné un avis favorable à ce projet sans avoir connaissance de ces points principaux ? Il faut reconnaître que cette décision a été prise un peu à la légère ce qui n'est pas satisfaisant et à ce titre ne pourrait-on pas prolonger l'enquête publique afin de pouvoir éclaircir tous les points parce que là c'est une vraie bombe.
Animateur	Merci de votre intervention, les élus répondront à la fin, Madame ██████████ avez-vous une question ou une remarque ?
Mme ██████████	Oui, j'avais une question concernant le plan de prévention, sa mise en place et l'urbanisation avec des restrictions au niveau des constructions, des agrandissements comme cela se fait à Pomblière ?
Animateur	Nous parlerons du PLU à la fin tout, Monsieur ██████████ souhaitez-vous répondre tout de suite ?
██████████	Sur la partie urbanisation, vous l'avez vu dans ma présentation.
Mme ██████████	Etes-vous sûr qu'il n'y aura pas d'autres restrictions ?
██████████ 1h30	Aujourd'hui oui. Vous comparez St Marcel qui est Seveso seuil Haut pour le stockage de produits avec une zone de confinement en extérieur du site. Aujourd'hui Ugi'Ring de par son classement Seveso n'a pas de zone de confinement avec ses risques et restrictions associés.
Mme ██████████	Je voudrais savoir comment va se mettre en place le plan de prévention des risques qui si j'ai bien lu se met en place avec les industriels, les habitants et les élus. Du coup comment cela se passe-t-il ? ce sera tous les 5 ans ?
██████████	C'est très réglementé et c'est le préfet qui met cela en place et impose cette commission de suivi selon le code de l'environnement. Cette commission est composée des participants évoqués et sera mise en place selon le planning qu'il établira. Cela sera fait suffisamment tôt.
Mme ██████████	Avant que l'usine soit opérationnelle ?
██████████	Je ne peux pas vous dire cela à la place du préfet.
Animateur	Monsieur ██████████ voulez-vous prendre la parole ?

██████████

Oui, ██████████ je suis gérant de camping à moins de 2 km du site, je représente aussi les commerçants et hébergeurs de La Léchère avec sa station thermique à 600 mètres. Je trouve votre projet de recyclage très bien et vertueux. Je m'interroge sur le site, est-il bien adapté, personne ne veut des déchets à proximité mais nous sommes proches d'une station thermique à 600 mètres à vol d'oiseau pour laquelle nous allons devoir trouver un repreneur l'année prochaine. Ce sont 100 personnes qui travaillent autour du thermalisme. Pensez-vous qu'un repreneur voudra reprendre un site à 600 mètres d'une usine classée Seveso ? Cette question est plus pour les élus. Je suis inquiet pour ces 100 emplois directs avec en plus les 3 campings et tous les hébergeurs. Vous parlez de 100 emplois à terme pour Ugi'Ring par rapport aux 100 emplois du thermalisme qui pourraient être perdus si nous ne trouvons pas de repreneurs, les gens sont inquiets.

1h34

Animateur

Il y a 2 questions dans votre intervention et potentiellement 2 personnes qui pourront répondre. Première question : le site est-il adapté même si l'on n'a pas très envie de l'avoir à côté ? les élus répondront ensuite.

██████████

Sur l'adaptation du site, par rapport aux caractéristiques du projet et à ses besoins, le site est adapté ; par rapport à l'expertise de personnes localement que nous aurons la capacité de recruter, à ses capacités de stockage sur des environnements fermés, par rapport à ses capacités en énergie et si je me projette sur du moyen-long terme, sur sa desserte au niveau SNCF. Je prends un tout petit peu la parole aux élus, par rapport à la partie Seveso seuil haut je vous invite à aller rencontrer les élus et les riverains du site d'Ugine. Ugitech est également Seveso seuil haut avec une dynamique emploi à tous les niveaux sur ce territoire. Allez les rencontrer, échangez avec eux et faites-vous votre propre avis.

██████████

Je suis d'accord avec vous mais il n'y a pas de station thermique avec une clientèle ancienne potentiellement malade sans compter que nous sommes aux portes des stations de ski avec tous les samedis des quantités de voitures bloqués là-devant.

██████████

Il faut que l'industrie aille de l'avant, il y a peut-être d'autres choses à faire, ce site pourrait être revalorisé différemment. Je m'adresse aux élus : on aurait pu anticiper un autre projet. Pourquoi ne pas dynamiser la zone avec le tourisme, nous avons une station thermique aux portes des stations de ski. Quant à l'AOP sur Petit Cœur, pensez-vous que les personnes seront intéressées par des logements locatifs de Petit Cœur qui se situent à 150 m du projet ?

Participant

Beaucoup de choses ont été dites surtout manque de communication, de recul et de retour d'expérience de retombées des fumées sur les prairies sur le long terme pour l'alimentation des troupeaux.

Animateur

Merci pour ce tour de table, passons aux questions réseaux sociaux.

██████████

La société Ugi'ring a-t-elle fait faire par un laboratoire indépendant un état des lieux (prélèvement des terres, eau etc...) sur un rayon de 6 km des polluants cités par Ugi'Ring (plomb, cuivre etc...) et ceux de l'ancien exploitant du site pour avoir un état des lieux 2024 ?

██████████

Le site est en cours de cessation d'activité par l'entreprise FerroPem au niveau administratif, nous déroulons donc la procédure issue de la loi ALLUR qui oblige l'ancien exploitant à procéder en plusieurs étapes : la mise en sécurité environnementale du site et de ses environs, l'ATTES mémoire à savoir en quel état est le site une fois la mise en sécurité faite, l'ATTES travaux de dépollution s'il doit y avoir des travaux de dépollution.

	Un point important : l'ATTES travaux se fait en fonction de la future destination du site. Si ce site est réutilisé par un industriel, les contraintes ne sont pas les mêmes que pour de l'habitation ou un centre commercial par exemple.
	Pour mener cette étape de cessation d'activité, seuls les organismes accrédités par le ministère de l'Environnement peuvent le faire. Un premier bureau d'études a travaillé sur la mise en sécurité du site. Là, en cours, c'est la 2 ^{ème} étape d'analyses complémentaires des sols est en cours pour vérifier un certain nombre de choses par rapport à l'historique du site car l'ancien exploitant a donné tout son historique d'analyses qu'il avait sur le niveau de pollution des sols. Pour compléter et actualiser ce niveau de pollution, les organismes accrédités vont proposer un programme complémentaire discuté et validé avec la DREAL. Nous en sommes donc à cette étape avec des sondages complémentaires. Des sondages avaient été faits avant la mise en sécurité du site pour s'assurer qu'il n'y ait pas de polluants qui migrent du site notamment par le biais de la surveillance de piézomètres. A ce titre 2 piézomètres complémentaires ont été mis œuvre et en 2 ^{ème} complément de nouveaux sondages ont été effectués courant janvier pour mieux identifier certaines pollutions qui avaient été évaluées et s'assurer de mieux les situer géographiquement et proposer si nécessaires des travaux de dépollution pour être compatible avec l'usage que nous aurons du site. Cette étape est en cours sous le contrôle de la DREAL pour s'assurer du bon déroulement. Les métaux et tous les composés que vous avez évoqués font partie de cette surveillance.
1h42	
Animateur 1h42	Pour maintenir le timing, nous allons prendre 3 questions sur les réseaux et ensuite continuer le tour de table.
	Le rapport apportera des réponses à l'ensemble des questions posées.
Animateur	Il est important d'inscrire dans l'enquête publique toutes les questions posées lors de cette réunion car nous ne sommes pas dans le cadre de l'enquête publique. Avez-vous une question complémentaire.
	Nous allons les regrouper : par rapport à la partie environnementale : y a-t-il eu des réponses au rapport MREA, beaucoup de questions au niveau de la pollution. Puis d'autres questions sur le labo indépendant et suite aux questions posées pendant le débat : beaucoup sont interpellés sur les répercussions notamment sur le « sort très peu du site ». A un moment vous avez dit que la « pollution sort très peu du site » ?
	Je ne parlais pas de la pollution mais du cercle de danger sur un scénario de surpression suite à une éventuelle explosion du four.
	Beaucoup de questions sur Swiss Steel Group : 30% suisse et 25 % russe et une demande de 200 millions de Francs suisses à Lucerne et d'autres question sur votre choix d'un ancien site industriel mais dans une vallée encaissée avec une autre vision des choses telle que le tourisme plus que l'industrie. Une autre question plutôt pour les élus avec un financement de + de 90M€ dont 30 M€ de financement de l'Etat et combien ont déjà été versés à Ugi'Ring ?
	Sur les 30 M€ de subventions de l'état, quelle garantie avons-nous qu'ils ne se tireront pas avec comme ce qui s'est passé avec Graftech ?
1h46 Animateur	Une question : comment choisit-on un laboratoire indépendant pour l'étude environnementale ?
	Pour les prélèvements atmosphériques ce sont des prestataires habitués à ce genre de prestation notamment pour les travaux en hauteur, ensuite, le prestataire adresse ses prélèvements à un laboratoire, ce sont des laboratoires qui sont certifiés en fonction des polluants et de la manière dont

ils ont été prélevés. Nous faisons un appel d'offres classique avec un cahier des charges et nous nous assurons que ce sont des prestataires compétents et reconnus pour cela. La DREAL, quand elle demande des contrôles inopinés fait la même chose : elle fait un cahier des charges et mandate un prestataire habilité à faire ce type de prestation.

Animateur

Il y avait également une question sur l'impact d'éventuelles pollutions à l'extérieur du site sur les 600 mètres, les 6km, etc.

Nous avons répondu précédemment à cette question et je n'ai rien à ajouter.

Animateur

Une question au PDG actionnaire du groupe Swiss Steel.

Oui sur les demandes d'aide de 200 millions de francs suisse à Lucerne. Je suis rapporteur.

Oui mais ces informations sont un peu vieilles. Aujourd'hui, l'actionnariat c'est 10 milliards de francs suisses sur 2 personnes Monsieur [REDACTED] et Monsieur [REDACTED] avec par le passé un actionnaire russe et, pour tout ce qui c'est passé récemment au niveau mondial, est un actionnaire inférieur à 10% voire même beaucoup beaucoup moins. Il y a en cours de discussion une augmentation de capital qui sera confirmée dans les jours qui viennent.

Animateur
1h50

Je vous propose aux élus de répondre suite aux prises de notes. Je laisse la parole à [REDACTED] Monsieur le Maire.

Je vais parler au nom des maires délégués qui s'associent à moi ; Je suis élu du territoire, natif de La Léchère où j'ai vécu toute ma vie sur ce territoire que j'aime et quand j'entends dire que les élus ont autorisé un projet sans se soucier de la population, j'ai été élu pour me soucier de la population. Mes prérogatives premières sont la santé et la sécurité sur la voie publique. Je suis et nous sommes au quotidien sur la commune de La Léchère confrontés à des problèmes de sécurité, nous essayons d'apporter au mieux les réponses, on parle souvent de notre responsabilité, et bien au-delà, pour que notre responsabilité ne soit pas engagée pour qu'on puisse prendre soin des gens qui nous ont élus. Quand le projet nous a été présenté le 19 janvier au sein du conseil municipal car la société Ugi'Ring nous a annoncé au mois de novembre 2023 être propriétaire du site de FerroPem. J'ai immédiatement pensé à 2 ans en arrière où nous nous sommes retrouvés, dans les premiers mois de notre mandat, avec la triste nouvelle de la fermeture de FerroPem, tout un passé industriel qui s'écroulait et la perte de 200 emplois ouvriers. Durant 2 ans nous nous sommes demandés ce que serait l'avenir de cette usine et notre crainte était de se retrouver avec un site en friche. Si je reviens sur la présentation du 19 janvier, évidemment le premier mot qui nous a interpellé était le terme Seveso. Nous avons posé la question et Ugi'Ring nous a dit que les normes françaises et européennes, qui ne sont pas les moins restrictives de la planète, que c'était au titre de l'environnement sur le stockage des co-produits, qu'il n'y avait pas de zone de confinement. Les différents risques évoqués restent dans l'enceinte de l'usine ou à la marge. Vous parliez en termes de contraintes au niveau urbanisme : on nous a expliqué que la seule contrainte était que les anciennes fenêtres ne sont pas suffisamment résistantes pour un éventuel souffle ; Tout cela aux portes de l'usine et que les nouvelles fenêtres nécessaires correspondaient aux normes en vigueur. On nous a également expliqué que pour valider ce projet il fallait passer par une enquête publique qui a lieu du 5 février 2024 au 17 mars 2024 et que chacun peut poser des questions. Nous avons vu des questions évidemment légitimes, des personnes qui avaient peur. J'ai dit le 1^{er} mars que je n'ai pas les réponses à tout. Pour moi, les services de l'Etat sont les seuls garants et experts de contrôle du process Ugi'Ring. Nous sommes confrontés peut-être pas au quotidien mais en tout cas très très souvent aux services de l'Etat et je ne serais pas élus si je ne leur faisais pas confiance. Seuls eux sont garants du respect des normes. Cela ne nous empêche pas de poser des questions et j'en ai posé. J'ai entendu parler de l'OAP sur Petit Cœur, je pense que vous avez lu l'ancien PLU : la commune de La

1h57

Léchère est en train de réviser son PLU et si vous suivez l'actualité la loi ZAN vient fortement impacter ce qui se passera sur La Léchère. Il faut aujourd'hui arrêter la consommation de l'espace naturel et les règles sont extrêmement restrictives et sur lesquelles on se pose énormément de questions. Pour rappel nous avons 6 écoles pour lesquelles nous arrivions jusqu'à maintenant à renouveler les effectifs mais la démographie en Tarentaise baisse. Le collège de Moutiers a perdu 200 élèves en 5 ans et notre inquiétude aujourd'hui avec la loi ZAN c'est qu'est-ce que nous allons apporter aux habitants et futurs habitants sur notre territoire. Nous essayons de garder cette pluriactivité, de garantir que chaque personne intéressée puisse vivre et travailler sur la commune de La Léchère, et tout ça pour garantir le fonctionnement de nos écoles. Il n'y a donc pas d'OAP sur le prochain PLU non pas à cause de l'usine mais aujourd'hui parce que nous sommes extrêmement contraints par la loi ZAN. Je mesure tous les jours à quel point mon action et mon pouvoir sont limités. En tout cas je vous le redis, ma préoccupation première ainsi que celles des maires délégués est votre santé et votre sécurité.

Animateur

Merci Monsieur le Maire. Monsieur [REDACTED] Président de la communauté de communes de la vallée d'Aigueblanche, des éléments attendent une réponse de votre part.

[REDACTED] Je m'associe aux propos du maire de La Léchère sur tout ce qu'il vient d'exposer. Je me réjouis également des questions précises et des réponses. Nous apprenons nous aussi ce soir des choses précises. Sur le thermalisme, nous avons décidé de mettre en délégation ce service public, je ne vais pas m'étaler ce soir sur les raisons mais ce n'est pas ça qui empêchera d'avoir des délégataires. J'ai également regardé ce dossier de près et il a été dit quelque chose d'important ce soir : un élément est essentiel, c'est la qualité de l'air ce qui est d'ailleurs ressorti sur tous les débats. Il a été annoncé la possibilité d'avoir des postes fixes. Avec la société Atmo que finance le conseil régional Aura, je demanderai sur le livret du commissaire enquêteur la mise en place de postes fixes sur notre territoire gérés par une association indépendante. Ce sera une garantie supérieure par rapport à ce qui sera fait par la DREAL ; C'est un engagement sérieux que nous pouvons prendre et qui permettent d'informer régulièrement sur la qualité de l'air. Les autres sujets ont été bien précis même s'il en reste quelques-uns à formaliser par écrit pour répondre aux attentes des uns et des autres. Je renouvelle les propos de Monsieur Colliard sur notre territoire industriel mais pas que, nous avons la chance d'avoir un territoire multiple et qu'il faut conserver intelligemment. Ce travail collectif doit être fait avec sérieux et surtout dans le temps en étant veillant et bienveillant.

Animateur

Monsieur [REDACTED] beaucoup de questions s'adressaient au Vice-Président de la région Aura plutôt qu'au Président du syndicat de pays mais vous répondez comme vous voulez.

2h03

[REDACTED] Je veux d'abord saluer l'organisation de la réunion de ce soir et de la qualité et de la tenue des travaux, les échanges ont été très apaisés et c'est important dans le process de mise en œuvre du projet. Par rapport à la première question posée, je souhaite préciser que nous ne sommes pas des experts sinon il faudrait être expert de tout un tas de choses. Nous avons eu la chance ce soir d'avoir des expertises particulières qui ont pu échanger, se confronter et partager. Comme nous ne sommes pas experts, nous travaillons avec ceux dont c'est le travail à savoir ceux qui portent les projets et les services de l'état et au-delà les cabinets extérieurs qui sont indépendants et peuvent accompagner les projets. C'est bien qu'il y ait les représentants des services de l'Etat car on parle des émissions c'est le sujet des IED. Cette question des IED est un sujet qui est dans l'actualité agricole car nous sommes exactement dans la loi alimentation. Nous sommes dans une réglementation particulièrement sévère, je ne dis pas si elle est bien ou pas, mais ce que je sais c'est qu'aujourd'hui nous venons comparer des outils de production agricole à des outils industriels au sens de l'industrie métallurgique qui nous réunit ce soir. Nous sommes arrivés à des niveaux de seuils plafonds particulièrement contraignants et je fais nôtre cette contrainte qui s'impose à nous et à un moment donné si cela passe le cut c'est que cela respecte ces contraintes-là particulièrement fortes. Il y a une volonté constante des élus du territoire de ne pas faire n'importe quoi. L'idée est de pouvoir être

dans une forme d'équilibre dans notre rôle qui est d'abord celui de l'aménagement du territoire ; de pouvoir concilier à la fois la vie sur le territoire et les activités tout cela dans une réponse à une logique économique à laquelle nous sommes également contraints. [REDACTED] a rappelé le passé industriel de la vallée, c'est important car en réalité c'est un véritable élément de patrimoine l'industrie en Tarentaise. On se souvient d'avoir épaulé de jour comme de nuit avec Graftech, FerroPem et si nous l'avons fait c'est parce que nous sommes dans une économie où il y a un certain équilibre entre tout ce qui doit exister. Je vais évidemment abonder dans le sens du tourisme évoqué tout à l'heure parce que nous avons un pied important posé de ce côté-là. On sait aussi car on nous le dit tous les jours que nous sommes dans un moment de transition et qu'il faut arriver à diversifier notre économie. Le tourisme et le thermalisme doivent continuer à occuper une place importante mais nous ne pouvons pas pour autant nous détourner de ce qui est proposé par ailleurs. Quand vous parliez tout à l'heure de quelque chose qui fasse rêver, en réalité quand j'ai vu arriver ce projet Ugi'Ring bien avant même qu'il arrive ici à La Léchère, nous avons eu contact avec les industriels d'Ugitech à l'émergence du projet pour constater les efforts qui avaient été faits à la fois sur le partage de la chaleur, les questions d'économies d'eau et globalement tout ce qui avait été mis en place et qui a nourri cette question du « ring » et cette logique circulaire. Et quand ce projet est arrivé sur la commune de La Léchère, nous l'avons bien évidemment vu de manière positive parce que nous sommes précisément dans une industrie qui fait rêver : celle d'une industrie durable. Aujourd'hui nous ne travaillons pas comme il y a 40 ans, et il est forcément meilleur qu'une industrie qui a vécu et qui est l'héritage de quelque chose d'avant. Elle a déjà une dimension favorable de ce côté-là. Il y a aussi une dimension favorable de par l'aspect du recyclage des matières. Tous les jours nous nous demandons quand allons-nous arrêter d'aller puiser des matières dans le milieu naturel, arrêter les mines à ciel ouvert. Elle s'inscrit dans cette dynamique-là. Puis enfin, ce n'est pas une anecdote le gaz : si nous nous sommes battus et je choisis ce mot à dessein, pour apporter le gaz en Tarentaise, c'est aussi pour apporter une réponse d'abord industrielle et ensuite d'aménagement du territoire. Nous ne pouvons pas déconnecter le sujet d'Ugi'Ring de celui de Tokai Cobex. Nous avons la chance d'avoir d'un côté et l'autre de la route nationale un projet qui nous permettra de recycler et un projet qui va nous permettre de faire la bascule du futur. Pourquoi avons-nous fait le choix du gaz et décidé de faire cet investissement conséquent et qui nous a pris du temps ? Parce que quand on passe de la situation actuelle à celle de l'arrivée du gaz, c'est 40% de carbone en moins. Quand on passe sur le bio-gaz, les communautés de communes sont actionnaires dans des sociétés qui font du bio-gaz depuis des années, car nous savons que nous pouvons avoir une partie de la réponse sur ces énergies décarbonées.

Participants Un rapport de la communauté européenne d'il y a une quinzaine d'années a établi que les ruminants polluaient plus que ...

Participants Il dit qu'il faut tuer les vaches !

[REDACTED] Je ne parle pas de cela, je parle des unités de méthanisation sur lesquelles nous récupérons les détrit.

Animateur Je propose de laisser Monsieur [REDACTED] terminer son propos et nous terminerons le fameux tour de table.

[REDACTED] Les installations de bio-gaz dont nous sommes actionnaires ne concernent pas les rejets des animaux : nous traitons les déchets de nos cantines, les déchets organiques et une partie de fumées d'exploitations agricoles. Cela existe depuis plus de 10 ans et nous savons que cela fonctionne. Et puis il y a le projet hydrogène : nous y avons encore travailler dans la semaine avec la ville d'Ugine et Ugitech en particulier, nous ne sommes pas loin de faire notre propre hydrogène chez nous. Et le procédé d'amener du gaz nous permettra à un moment donné d'apporter de l'hydrogène à la place du gaz. Nous sommes dans un moment de développement qui fait que ce projet-là a vraiment du

sens. Quand je dis que nous ne pouvons déconnecter ces 2 projets, je m'explique : quand on développe un projet de gaz avec GRT, on peut profiter d'une remise développement qui représente plusieurs millions d'euros et qui est adossée aux consommations in fine du gaz. Nous portons une partie du risque, pour autant nous ne pouvons porter tout le risque. Ces 2 industries sont liées si nous voulons profiter de la remise développement et apporter de la crédibilité et de la durabilité à ce projet d'infrastructure, il faut que les consommations soient là. Il y a une logique d'ensemble, qui peut être fragilisée si on enlève une brique de l'ensemble. Sur le sujet de l'analyse de l'air, nous travaillons avec ATMO et nous avons déjà des analyses qui se font dans la vallée avec l'industrie existante, la RN90 et avec un projet « Vivre en Tarentaise ». Nous avons parlé de la démographie, avec une évolution à la baisse. Globalement en Savoie, une catastrophe n'est pas annoncée mais si on regarde les flux, nous avons un flux de l'Est vers l'Ouest particulièrement marqués. Si on regarde par le prisme de l'éducation nationale nous voyons une baisse qui est très marquée dans tout le département. Pour terminer sur les études de dangers, il ne fut évidemment pas faire n'importe quoi et nous nous sommes nous-même posés les mêmes questions que vous. Evidemment tout cela arrive un peu tard et, sur la communication, il est temps de passer des messages. Et sur ce projet, il faut avoir une logique d'ensemble, l'industrie fait partie de notre territoire. Nous avons la chance d'avoir une promesse industrielle qui est un renouveau et qui apporte des gages de durabilité par apport à ce que l'on peut la définir dans d'autres sphères. J'en terminerai par la proposition de Monsieur Perret d'aller voir ce qui se passe ailleurs et je vous y encourage car dans la démarche des comités de riverains autour Ugitech, qui se situe au milieu de la ville avec des collèges et lycées juste à côté avec une coïncidence de plusieurs industriels, il n'y a rien de mieux que la fierté de ceux qui l'entoure. Et c'est précisément le cas avec cette unité de production qui a 115 ans. Sans oublier ce qui fait sens sur notre territoire : notre vrai savoir-faire industriel avec derrière des Hommes et des Femmes.

Animateur

Merci pour cette intervention, nous continuons avec Monsieur le député [REDACTED]

[REDACTED]

Je vais être synthétique et ne pas répéter ce qu'a dit [REDACTED] qui a presque tout dit. Néanmoins je souhaite remercier les uns et les autres pour cette réunion car l'échange de ce soir a été de très bonne tenue avec des questions sur des inquiétudes légitimes et des réponses plutôt précises avec un engagement de réponses ultérieures si besoin. Dans ce type de dossier il faut éviter toutes approximations. La priorité des priorités est évidemment la santé et l'environnement de nos concitoyens. Sur la question si la venue d'Ugi'Ring a été faite à la légère : non pas du tout. Je rappelle simplement que nous ne sommes pas ni savants ni sachants, ni scientifiques néanmoins nous sommes dans un Etat de droits avec une Administration tatillonne et ce ne sont pas les agriculteurs qui me contrediront ce soir car eux aussi se heurte souvent aux murs de l'Administration. Celle-ci est faite pour faire respecter des normes et des règles qui sont dans le monde parmi les plus draconiennes à tel point qu'un certain nombre d'industriels de notre pays font le choix d'aller dans d'autres pays où effectivement le coût de la norme est beaucoup moins important et où il est fait parfois n'importe quoi. Je suis allé souvent sur le site de FerroPem aux côtés des salariés et syndicats quand cela allait mal pour nous battre contre la fermeture de ce site qui est un drame industriel autant local, que régional ou national. J'ai eu des contacts avec le cabinet du ministre de l'Industrie et nous avons avec [REDACTED] continué à échanger avec eux pour trouver des repreneurs parce qu'au-delà du coût social de cette fermeture, il fallait aussi éviter une friche industrielle. La vue de l'industrie en fond de vallée ne semble pas gêner tant que cela, les touristes qui vont au ski aux vues de la fréquentation très forte. Nous avons travaillé avec le cabinet du ministre et le bureau Lescure qui relève de la loi Florange à chercher un repreneur. Il y a eu des contacts avec plusieurs dossiers de retirés et c'est Ugitech qui a été retenu. Je ne suis pas sûr qu'il y ait eu tant d'offres fermes de reprise du site que cela. Force est de constater que c'était une bonne nouvelle car cette entreprise n'a pas bonne mais très bonne réputation sur le territoire et elle est extrêmement bien intégrée dans la ville d'Ugine et elle participe de manière remarquable à la vie de la cité tout en respectant notamment les habitants Uginoises et Uginois. C'est pour cela qu'être aujourd'hui dans ce processus de l'industrie de demain pour la pérennité des emplois et du territoire est une très bonne chose. Je ne

2h20

reviendrai pas sur tout ce qu'a pu développer [REDACTED] sur l'arrivée du gaz mais il est vrai qu'Ugi'Ring et Tokai Cobex sont liés avec l'arrivée du gaz nécessaire, indispensable et obligatoire pour préparer l'industrie de demain. Continuons à échanger et développer des réponses et essayons de retrouver de la sérénité par de la transparence. S'agissant des aides de l'Etat, n'étant pas trésorier, je ne sais pas ce que l'Etat a déjà financé mais oui il y a un engagement important et oui nous l'avons soutenu et il servira à réaliser un investissement dont je rappelle qu'il est bien plus coûteux en France qu'ailleurs parce que les normes sont elles aussi bien plus draconiennes qu'ailleurs. C'est aussi une manière pour l'Etat d'aider ses entreprises à rester sur le territoire national. Nous avons l'exemple de Tokai Cobex où l'investissement s'est fait où il y avait des aides étatiques et dans ce cas ce n'était pas en France.

Animateur

Merci pour ces éclairages Monsieur le député. C'est à vous Madame la Sénatrice que revient de prendre la parole et de conclure cette rencontre.

[REDACTED] Je vais essayer de faire assez court. Je me félicite de cette réunion que vous avez souhaitée pour répondre à vos interrogations légitimes, que vous avez souhaité en parallèle être publique avec l'organisation de Monsieur le maire, Monsieur le président de la communauté de communes, Monsieur le député et l'industriel qui a pu être présent et répondre en toute transparence à vos questions ce qui est vraiment remarquable. Il est vrai que l'enquête publique est plus impersonnelle et vous allez pouvoir officialiser vos questions mais vous avez eu ce soir de premières réponses intéressantes. Je souhaite rappeler 3 choses :

-La perte des emplois : cela a été un choc pour beaucoup et je me souviens de ces manifestations où nous étions mobilisés pour conserver ces emplois. Nous sommes dans ce processus d'emplois possibles.

-Je souhaite également rappeler que de nombreux français ont, et le gouvernement a pris cette orientation, le souhait de pouvoir produire sur place pour diminuer les gaz à effets de serre, pour protéger notre environnement. Tout le monde autour de la table est d'accord avec ce principe et c'est ce que nous avons avec ce projet. Plutôt que de faire venir des minéraux de très loin, ils seront recyclés ici pour être ensuite utilisés par Ugitech qui est un industriel à la pointe dans son domaine. C'est une fierté française parce que, même si certains pensent qu'Ugitech est une société qui n'est pas française, je peux vous dire que les ouvriers travaillant à Ugitech sont bien des Français, de nos territoires et ils ont vraiment cette excellence qui est reconnue mondialement.

-Il est important de pouvoir participer à ce processus très vertueux à savoir produire de la façon la plus verte possible. C'était d'ailleurs la demande dans le cadre du projet France relance et c'est pour cela qu'Ugi'Ring a bénéficié des subventions dans ce cadre. J'ai fait partie de la commission d'évaluation des projets et je peux vous dire que c'est vraiment un projet qui est parmi les plus vertueux. Même si vous avez localement des inquiétudes, ce projet répond aux 3 préoccupations majeures des Français.

Il y a bien entendu dans vos inquiétudes cette question de seuil Seveso seuil Haut mais vous en avez eu l'explication ce soir : il n'y a pas de zone de confinement ce qui est la preuve que nous ne sommes pas dans des risques à l'extérieur du site mais d'un risque limité au propre site industriel. D'ailleurs par rapport aux 4 fours qu'il y avait précédemment il n'y en aura plus qu'un voire 2 dans le futur. Nous ne sommes donc plus dans la même dimension.

Vous avez également une crainte très légitime relative à la pollution aérienne. Je suis pharmacienne ayant vécu 12 ans à Ugine avec effectivement des fumées que l'on voyait sortir et donc de s'interroger sur leur composition mais ce sont des fumées qui sont de la condensation de vapeur d'eau. Ce ne sont pas des fumées toxiques et il y a des filtres puissants et à la pointe régulièrement mis en œuvre lors d'améliorations technologiques. J'ai toujours pu constater le sérieux de cette industrie et les technologies qui ont été éprouvées sur le site d'Ugitech seront mises en œuvre ici à Ugi'Ring et c'est quelque chose de rassurant.

Par rapport à la friche industrielle que nous avons ici, c'est un excellent projet. Qu'aurions-nous pu accueillir à la place ? peut-être des projets moins vertueux. J'ai également entendu parler de vallée

encaissée, est-ce que ce sont des personnes qui habitent ici ou qui ne connaissent pas la Savoie et le site ? Je m'interroge simplement à ce niveau-là.

Pour finir, notre département de la Savoie se partage en 3 pôles au niveau de l'économie : le tourisme, l'agriculture et l'industrie. Jusque-là ces pôles ont toujours cohabité entre eux, ce sont eux qui font la force de notre département, à la pointe de ce qui peut se faire et nous en sommes fiers. Ces 3 pôles nous permettent d'avoir de l'emploi et de bien vivre dans notre département. Moi-même et vos élus locaux sommes mobilisés pour accompagner ce projet et rester à votre écoute, la preuve en est ce soir. Nous sommes mobilisés autour de vous.

Participante

Nous voudrions une demande prolongation de l'enquête publique. Ce serait une bonne chose.

C'est une demande qui avait été faite lors de la réunion du 1^{er} mars à Petit Cœur, nous avons dès le lundi contacté la commissaire enquêtrice qui nous a répondu que c'était de sa seule responsabilité et que ce n'était pas plus aux élus qu'au préfet qui auraient la main pour lui dire ce qu'elle a à faire. Aujourd'hui la commissaire enquêtrice doit se prononcer sur un éventuel prolongement de cette enquête publique ou pas. C'est bien elle seule qui, sur la base des questions posées et des éléments, décidera d'une éventuelle prolongation.

Je souhaite également remercier notre collègue conseillère départementale Mme [REDACTED] pour sa présence ce soir.

Animateur

Le temps imparti ayant été très largement écoulé, je vous propose d'en rester là. Vous pouvez continuer à échanger de façon informelle. Je tiens à vous remercier pour votre présence et la qualité de vos échanges et de votre écoute. Monsieur [REDACTED] va vous remettre la présentation.